



LES NOTES D'ENJEUX DU CERCLE ORION



Initiative IPSP
Puissance &
Sécurité Globale

Réarmer les démocraties européennes face aux chocs géopolitiques

SOUVERAINETE & PUISSANCE

MARS 2024



CERCLE ORION

Forum politique & d'influence
nouvelle génération

Cercle Orion

Forum politique et d'influence nouvelle génération

Le Cercle Orion est un **forum politique et d'influence** créé par [Alexandre MANCINO](#) en janvier 2017 et situé au croisement du *SAVOIR* et du *POUVOIR*.

Sa raison d'être consiste à réunir et promouvoir une nouvelle génération de décideurs *libres* et *audacieux*, soucieux de réfléchir aux grands sujets structurants du monde contemporain et d'y apporter des solutions *innovantes* et *impactantes* selon un langage de vérité.

Le but du Cercle Orion est d'être acteur du débat public en contribuant à la compréhension des enjeux et transformations du XXI^e siècle, ancré dans des **valeurs fortes d'orientation libérale-républicaine**. Son fil conducteur passe par un questionnement permanent sur la responsabilité des *élites dirigeantes* au XXI^e siècle, sur leur leadership face aux grands bouleversements du monde et sur les qualités qu'elles doivent adopter pour s'adapter aux défis de l'époque contemporaine.

Il s'organise autour d'un [Pôle Études](#) - à travers une activité de Recherche & Prospective différenciante par le fond et par la méthode - et d'un [Pôle Influence](#) - à travers des rencontres de très haute qualité avec des décideurs publics ou privés.

Pour plus d'informations, veuillez consulter : www.cercleorion.com

Sommaire

Introduction	4
Partie 1 - L'Europe et les « dividendes de la paix »	5
<i>I. L'occultation des enjeux militaires et stratégiques de la construction européenne</i>	5
1. Malgré des obstacles au stade primitif, l'occasion manquée de l'édification d'une Europe puissance	5
2. La <i>pax europea</i> et ses conséquences	6
3. L'engagement européen en faveur de l'Ukraine depuis le 24 février 2022	7
<i>II. Les armées européennes au tournant des années 2020</i>	8
1. La dualité OTAN-UE	8
2. Les engagements militaires des armées européennes	9
Partie 2 - La recomposition multipolaire à l'ère de la confrontation désinhibée	10
<i>I. Les grandes puissances dans la mondialisation numérique</i>	10
1. L'Europe	10
2. Les Etats-Unis	11
3. La Chine	12
4. La Russie	12
5. L'Inde	13
<i>II. La confrontation tous azimuts et le rôle de l'Europe puissance au bénéfice de la France dans la mondialisation numérique</i>	13
1. L'Europe	14
2. La France dans le sillage de l'Europe	15
<i>III. Les conflits et menaces que la France et l'Europe doivent anticiper</i>	16
1. La guerre en Ukraine et les ambitions russes	17
2. Le conflit Chine-Taiwan	17

Introduction

Les défis géopolitiques pour l'Europe et les démocraties occidentales ne manquent pas en cette première moitié du XIXème siècle. Le retour de la guerre de haute intensité avec le conflit russo-ukrainien déclenché en février 2022 en est le paroxysme en matière militaire. D'autres conflits de cette ampleur menacent. La compétition désinhibée fait surface et de nouvelles grandes puissances s'affirment, de manière à challenger l'ordre géopolitique préexistant.

Face à ces défis cruciaux, il importe d'engager une réflexion d'ensemble sur les enjeux sécuritaires, de souveraineté, de puissance, tant économiques que militaires et technologiques. Le cap d'une Europe puissance, capable de s'affirmer en tant que puissance géopolitique, est atteignable.

Cette note vise à identifier, à quelques semaines des élections européennes, les grands enjeux de Puissance et de Sécurité Globale auxquels l'Occident est confronté, tant dans ses dimensions historiques avec les conséquences des « dividendes de la paix » post-Guerre froide, que géographiques, économiques et stratégiques. Elle vise aussi à analyser les foyers de conflits à anticiper pour tracer la voie d'une Europe puissance.

Partie I - L'Europe et les dividendes de la paix

I. L'occultation des enjeux militaires et stratégiques de la construction européenne

La situation actuelle rendant nécessaire un réarmement global des démocraties et en particulier de l'Europe est due à plusieurs facteurs. L'Europe puissance a peine à s'affirmer du fait des difficultés à ériger le modèle politique de l'Europe suite à la Seconde Guerre mondiale et au cours de la Guerre froide. De plus, à la suite de la Guerre froide, les « dividendes de la paix » ont consacré un poids des questions de défense relativement moindre dans le débat public et dans les finances publiques.

1. Malgré des obstacles au stade primitif, l'occasion manquée de l'édification d'une Europe puissance

Les enjeux militaires ont été occultés après la fin de la guerre froide en Europe pour plusieurs raisons.

Avec la fin de la confrontation idéologique entre les États-Unis et l'Union soviétique, les priorités politiques et stratégiques ont évolué. D'autres défis ont émergé, tels que la mondialisation, le terrorisme, les questions économiques, environnementales et sociales. L'entrée de la République populaire de Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001 a constitué l'apogée de cette période où il était loisible de croire au triomphe du modèle économique contemporain sans accroc, en dépit de l'affirmation de nouvelles puissances.

Par ailleurs, après des décennies de tensions et de course aux armements pendant la guerre froide, de nombreux pays ont cherché à réduire leurs dépenses militaires et à investir dans des secteurs tels que l'éducation, la santé et le développement économique. Les enjeux militaires ont connu un certain nombre d'évolutions tels que l'émergence du terrorisme, d'un certain nombre de conflits régionaux, des cyberattaques et la prolifération des armes de destruction massive. Ces problèmes ont souvent pris le pas sur les enjeux militaires traditionnels dans le débat public et politique.

Cet amoindrissement de la reconnaissance des questions de défense au tournant des années 2000 a pour corollaire le fait que la construction européenne s'est réalisée depuis les années 1950 en laissant de côté les questions de défense, pour ne les intégrer réellement qu'au tournant des années 2010.

L'Europe de la défense n'a pas pu se constituer pleinement pendant la guerre froide, où l'OTAN, dirigée par les États-Unis, était l'alliance militaire se donnant pour mission d'assurer la sécurité suprême en Europe. Cette alliance était essentiellement axée sur la sécurité

collective contre l'Union soviétique et les pays du Pacte de Varsovie. En conséquence, les pays européens se sont souvent appuyés sur les États-Unis pour leur protection militaire, limitant ainsi la nécessité d'une défense européenne autonome.

Les pays européens avaient des priorités et des intérêts nationaux différents en matière de sécurité et de défense. Il existait des doutes quant à l'efficacité d'une défense européenne autonome par rapport à la protection offerte par l'OTAN. Certains pays craignaient que cela ne conduise à une duplication des structures (notamment des structures de commandement tels que les états-majors) et des dépenses militaires, affaiblissant ainsi les efforts de défense globaux.

Cependant, après la fin de la guerre froide, les discussions sur une Europe de la défense ont repris, bien que les progrès vers une intégration militaire plus poussée restent encore limités en raison des défis politiques, institutionnels et stratégiques persistants.

2. La pax europea et ses conséquences

Si la prospérité économique a été permise par la construction européenne à partir des années 1950, sous l'égide d'une défense principalement américaine (OTAN) dans le cadre de la Guerre froide, elle a ainsi laissé un certain vide au niveau des États.

La latence dans la formation d'une Europe de la défense pendant la guerre froide a eu plusieurs conséquences significatives :

L'absence d'une capacité de défense européenne autonome a rendu l'Europe vulnérable aux tensions géopolitiques et aux crises régionales, au risque de la désunion au moment d'affronter des crises internationales comme celle de l'Irak (2003), ce qui affaiblissait la cohésion et l'efficacité de la sécurité européenne dans son ensemble.

En raison de la dépendance à l'égard des États-Unis et du manque de coopération militaire européenne, l'Europe a souvent eu du mal à intervenir de manière autonome dans les crises régionales et les conflits internationaux. Cette incapacité à agir de manière concertée et rapide a compromis la crédibilité de l'Europe en tant qu'acteur majeur sur la scène internationale.

La latence dans la formation d'une Europe de la défense a également contribué à maintenir les divisions politiques au sein de l'Union européenne. Les divergences d'opinions et d'intérêts entre les États membres sur les questions de sécurité et de défense ont souvent entravé la prise de décision et la mise en œuvre d'une politique de défense commune.

L'accord politique, intervenu en octobre 2018, pour créer une initiative européenne d'intervention, et ainsi renforcer la capacité d'action de l'Europe en dehors du continent, manifeste cependant la prise de conscience du nécessaire réarmement européen. Les pays participants à cette initiative sont l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, les Pays-Bas, l'Estonie, la France, le Portugal, l'Espagne et le Royaume-Uni.

3. L'engagement européen en faveur de l'Ukraine depuis le 24 février 2022

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a relancé la dynamique d'une coopération européenne renforcée en matière de défense.

Elle a en effet mis en évidence la fragilité de la sécurité en Europe. Cela a conduit à une prise de conscience renouvelée de la nécessité pour les pays européens de renforcer leur coopération en matière de défense pour faire face à de telles menaces.

Ce moment géopolitique a suscité une forte solidarité parmi les États membres de l'Union européenne, qui ont condamné les actions de la Russie, introduit des sanctions économiques et exprimé leur soutien à l'Ukraine. Cette solidarité a favorisé une volonté politique accrue de renforcer la coopération en matière de défense au sein de l'UE.

L'invasion de l'Ukraine a incité de nombreux pays européens à revoir leurs politiques de défense et à investir davantage dans leurs capacités militaires. Cela a créé un environnement propice à une coopération accrue en matière d'acquisition d'équipements, de développement de capacités et de planification opérationnelle entre les pays européens.

Plusieurs initiatives visant à renforcer la coopération en matière de défense au sein de l'UE ont été décidées et notamment la coopération structurée permanente (CSP), qui vise à approfondir la coopération en matière de défense entre les États membres.

L'invasion de l'Ukraine a également modifié le poids politique et les ressources financières consacrées à la défense en Europe.

En ce qui concerne la France, bien que possédant l'armée la plus importante en termes d'hommes et de capacités, l'invasion de l'Ukraine a conduit le pays à renforcer son engagement envers la sécurité européenne. Cela s'est traduit par un accroissement des dépenses militaires et une modernisation des forces armées françaises. La France a également joué un rôle de premier plan dans la promotion de la coopération européenne en matière de défense, en particulier par le biais de la Coopération structurée permanente (CSP) et d'autres initiatives visant à renforcer les capacités de défense de l'Union européenne.

En ce qui concerne l'Allemagne, la guerre russo-ukrainienne a suscité un débat sur le rôle des forces armées et sur la nécessité de moderniser et de renforcer les capacités militaires. Cela a également conduit à une augmentation des dépenses de défense dès le premier semestre 2022 et à une révision de la politique de sécurité et de défense de l'Allemagne.

En outre, ce tournant géostratégique a accru les préoccupations sécuritaires dans les pays d'Europe centrale, en particulier ceux qui partagent une frontière directe avec la Russie. Ces pays, tels que la Pologne, les pays baltes et la Roumanie, ont renforcé leur coopération en matière de défense et ont cherché à renforcer leur propre capacité de dissuasion face aux menaces potentielles.

Les pays d'Europe centrale ont également cherché à approfondir leur partenariat avec l'OTAN et à renforcer leur intégration au sein de l'Union européenne, dans le but de garantir leur sécurité et de répondre aux défis régionaux et internationaux.

En somme, le déclenchement par la Russie de la guerre d'agression contre l'Ukraine a mené à un renforcement du poids de la défense en France, en Allemagne et en Europe centrale en stimulant une réévaluation des politiques de sécurité et de défense, une augmentation des dépenses militaires et une intensification de la coopération en matière de sécurité au niveau européen.

II. Les armées européennes au tournant des années 2020

Si le traitement des questions militaires dans l'espace UE-OTAN, qui couvre en grande partie les démocraties occidentales, a été modifié au tournant des années 2000, il importe d'analyser ce changement à la lumière des coopérations et des capacités déjà existantes.

1. La dualité OTAN-UE

L'OTAN et l'Union européenne sont deux organisations complémentaires qui contribuent toutes deux à assurer la défense de l'Europe, chacune apportant ses propres avantages et capacités distinctes.

L'OTAN couvre un ensemble de pays membres plus large, comprenant non seulement les pays européens, mais aussi les États-Unis et le Canada. La clause de défense mutuelle du traité de l'Atlantique Nord (traité de Washington) couvre une agression contre un membre de l'Organisation qui se produirait dans la région de l'Atlantique nord. Cela lui permet de bénéficier d'une portée géographique plus étendue pour assurer la sécurité de l'ensemble de l'Atlantique nord. En revanche, l'UE se concentre principalement sur les questions de défense européenne, offrant une plateforme spécifique pour la coopération entre les États membres de l'UE.

L'OTAN offre ainsi des capacités opérationnelles robustes, notamment des forces terrestres, aériennes et maritimes, ainsi que des capacités de renseignement et de surveillance, sous le couvert de l'interopérabilité des équipements militaires. Les opérations de l'OTAN se déroulent en effet la plupart du temps sous un commandement de l'Organisation (alliance intégrée). L'UE, de son côté, développe des capacités militaires complémentaires à travers des initiatives telles que la Coopération structurée permanente (CSP), se concentrant notamment sur le renforcement de ses capacités civiles et de gestion de crise.

L'OTAN et l'UE coopèrent étroitement pour coordonner leurs efforts en matière de sécurité et de défense. Ils partagent des informations, organisent des exercices conjoints et travaillent ensemble sur des questions telles que la cybersécurité, la lutte contre le terrorisme et la gestion des crises. Cette coordination renforce l'efficacité des mesures de sécurité dans la région euro-atlantique.

2. Les engagements militaires des armées européennes

Les armées européennes varient considérablement en taille et en effectifs. Certains pays disposent de forces armées relativement modestes avec quelques dizaines de milliers de soldats, tandis que d'autres ont des armées beaucoup plus importantes avec des centaines de milliers de personnels militaires.

Les budgets de défense varient considérablement d'un pays à l'autre en Europe. Certains pays consacrent une part importante de leur PIB à la défense, ce qui leur permet d'investir dans des programmes de modernisation, tandis que d'autres ont des budgets plus modestes et doivent faire des choix plus limités en termes d'acquisitions et d'entraînement. La France consacre un pourcentage important de son PIB à la défense, ce qui lui permet d'avoir des budgets de défense relativement élevés par rapport à de nombreux pays d'Europe centrale. En conséquence, l'armée française dispose de ressources financières plus importantes pour investir dans des capacités militaires avancées, des programmes de modernisation et des opérations à l'étranger.

Les armées européennes diffèrent également en termes d'équipements et de technologie. La France et l'Allemagne dispose également d'une industrie de défense développée et produit une grande partie de ses propres équipements militaires, y compris des chars de combat, des véhicules blindés, des avions de chasse et des navires de guerre. Les forces armées britanniques disposent d'une technologie militaire de pointe et sont équipées de certains des systèmes d'armes les plus avancés au monde. Le Royaume-Uni possède également une industrie de défense développée, bien que certaines de ses capacités aient été développées en partenariat avec d'autres pays, notamment les États-Unis.

La qualité de la formation des forces armées varie également d'un pays à l'autre. L'armée française bénéficie d'une longue tradition militaire et a une expérience opérationnelle considérable dans des missions réelles, y compris des opérations de maintien de la paix, des opérations de combat et des missions de lutte contre le terrorisme. La France a une politique de défense ambitieuse et est engagée dans de nombreuses opérations militaires à l'étranger, y compris au sein de l'OTAN, de l'UE et de coalitions internationales. En comparaison, les armées d'Europe centrale peuvent se concentrer davantage sur la défense de leur propre territoire et sur la participation à des opérations de l'OTAN et de l'UE dans le cadre de leurs obligations de membres. Les armées d'Europe centrale peuvent avoir moins d'expérience dans ce domaine en raison de leur histoire plus récente et de leur éloignement des zones de conflit traditionnelles, d'où les missions de réassurance entreprises dès le déclenchement de l'invasion russe (la mission Aigle, déploiement français en Roumanie).

En résumé, les armées européennes présentent une grande diversité en termes de capacités en raison de différences importantes dans les ressources, les priorités et les traditions militaires des pays individuels. Cette diversité peut être une force dans le cadre de la coopération internationale, permettant aux pays de contribuer de manière complémentaire aux opérations militaires et aux efforts de sécurité collective.

Partie 2 - La recomposition multipolaire à l'ère de la confrontation désinhibée

La recomposition géopolitique multipolaire s'impose comme cadre d'analyse de la transition d'un monde où les foyers de puissances sont des grandes puissances disposant de leur zone d'influence clairement délimitée à une conjoncture caractérisée par l'émergence de plusieurs pôles de pouvoir et d'influence.

En effet, après la fin de la Guerre froide, le monde a connu une période d'unipolarité dominée par les États-Unis en tant que seule superpuissance mondiale. Cependant, au cours des dernières décennies, cette position prépondérante s'est affaiblie à mesure que de nouveaux acteurs ont gagné en puissance et en influence, conduisant à une recomposition vers un ordre multipolaire.

La recomposition multipolaire est alimentée par l'émergence de nouveaux acteurs régionaux et mondiaux qui jouent un rôle de plus en plus important sur la scène internationale, notamment la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil et d'autres économies émergentes (formant les BRICS qui s'imposent comme acteur concurrençant la domination des démocraties occidentales, de même que le concept politique de Sud global – *Global South*). Ces compétiteurs ont accru leur influence politique, économique et militaire, contribuant à la multipolarité.

La multipolarité présente des défis pour la gouvernance mondiale, car la coordination entre les différents pôles de pouvoir devient plus complexe. Les institutions internationales et les mécanismes de coopération mondiale doivent s'adapter pour refléter cette nouvelle réalité multipolaire et favoriser la résolution des problèmes mondiaux. C'est à cette aune qu'il importe d'analyser la dynamique des grandes puissances afin de dégager les enjeux de puissance et de sécurité globale.

I. Les grandes puissances dans la mondialisation numérique

1. L'Europe

L'Europe est le théâtre de multiples dynamiques géopolitiques impliquant divers acteurs et intérêts en termes de recomposition politique, économique, technologique et militaire.

Les grandes puissances européennes économiques et politiques que sont l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, sont les impulseurs des dynamiques du continent. La Russie et la Turquie, de par leur situation géographique bordant l'Europe politique, contribuent à la dynamique concurrentielle multipolaire. Les rivalités et les compétitions entre ces différents acteurs sont une caractéristique importante de la géopolitique européenne. On constate

notamment des rivalités entre l'UE et la Russie pour l'influence dans les pays de l'ancienne sphère d'influence soviétique. Le dernier exemple en date est celui de la Moldavie, dont une partie frontalière avec l'Ukraine, la Transnistrie, forme de fait une république indépendante en raison de la présence d'une base militaire russe héritée de l'époque soviétique. Il peut aussi exister des tensions entre les grandes puissances européennes pour le leadership politique et économique au sein de l'UE sur des sujets tels que l'approvisionnement énergétique (gazoducs et taxonomie verte incluant ou non l'énergie nucléaire).

L'Europe est confrontée à des défis de sécurité, notamment à l'égard de la Russie. La coopération européenne en matière de défense et on renforcement au lendemain de l'invasion russe du 24 février 2022 en sont la preuve. La recomposition géopolitique multipolaire soulève des incertitudes quant à l'avenir de l'Europe et de son rôle dans les affaires mondiales, compte tenu notamment de la difficulté à s'entendre sur un cap clair compte tenu de l'hétérogénéité politique, historique et d'intérêts des 27 Etats membres de l'UE. Les changements rapides sur la scène internationale, tels que l'évolution des relations transatlantiques, la montée de la Chine et la résurgence du nationalisme, ajoutent à la complexité des dynamiques géopolitiques en Europe.

2. Les Etats-Unis

Les États-Unis sont reconnus comme la principale superpuissance jusqu'à l'affirmation de cette nouvelle géopolitique multipolaire qui se manifeste par la concurrence croissante d'autres acteurs émergents, tels que la Chine. Cette émergence de nouveaux pôles de puissance contribue à une recomposition de la géopolitique mondiale.

Engagés dans des rivalités géopolitiques avec d'autres grandes puissances, notamment la Chine et la Russie. Ces rivalités se manifestent dans des domaines tels que la compétition économique, les tensions militaires, la lutte pour l'influence régionale et la rivalité technologique.

La recomposition géopolitique oblige les États-Unis à réévaluer leur politique étrangère pour répondre aux nouveaux défis. En termes de politique étrangère et de défense, là où les années 2010 représentent un tournant pour la défense européenne avec un début de prise de conscience de la nécessité de se réarmer face à la Russie, les Etats-Unis amorcent un tournant géopolitique pour concentrer leur dispositif dans l'Indopacifique. En effet, la compétition économique avec la Chine se double d'une volonté expansionniste de la République populaire, reposant sur un modèle économique certes capitaliste en apparence mais différent en termes de conséquences à long terme sur les populations.

Dans le même temps, alors que les Etats-Unis semblaient réduire leur implication en Europe (discours de Prague de Barack OBAMA et politique de Donald TRUMP mettant en cause l'OTAN), la guerre en Ukraine démontre que les Etats-Unis sont capables d'opérer ce recentrage géopolitique tout en soutenant financièrement et militairement l'Ukraine compte tenu de leur grande capacité de stocks.

3. La Chine

En ce qui concerne la République populaire de Chine, la recomposition géopolitique multipolaire est particulièrement prégnante à l'aune de l'affirmation de puissance opérée par Pékin depuis les années 2000.

Devenue l'une des principales puissances mondiales en termes économiques et militaires, la Chine est engagée dans une rivalité géopolitique avec les États-Unis, dont l'apogée provisoire a sans doute été atteinte lors des affrontements rhétoriques de Donald TRUMP sur la question de la société chinoise de technologies Huawei.

Les stratégies de puissance déployées par la Chine sont la Belt and Road Initiative (BRI), qui vise à renforcer les liens économiques et infrastructurels avec d'autres pays, ainsi qu'un certain nombre d'investissements ciblés dans des domaines stratégiques tels que la technologie et les ressources naturelles, ainsi que les infrastructures dans les pays en développement voire européens (rachat du port du Pirée, en Grèce, ou construction d'une autoroute au Monténégro).

Cette montée en puissance globale s'accompagne de tensions géopolitiques qui peuvent avoir des répercussions sur sa réputation internationale et sur sa capacité à exercer un leadership mondial. Les actions et les politiques de la Chine ont des répercussions importantes sur les dynamiques géopolitiques asiatiques (Indopacifique et océan Indien) et globales, et son rôle continu (notamment sa présence dans l'Organisation mondiale du commerce) dans un monde multipolaire en évolution reste un sujet d'attention et de débat.

4. La Russie

Après la chute de l'Union soviétique, la Russie a connu une période de déclin de son influence mondiale. En effet, la période d'anarchie qui a suivi la chute du communisme a provoqué une baisse du niveau de vie et une perte de repères et de perspectives pour la population. Cette période explique en partie le succès initial pour la mise en place du pouvoir autoritaire de Vladimir POUTINE au tournant des années 2000. Cependant, au cours des dernières décennies, la Russie est revenue sur la scène internationale en tant qu'acteur majeur, cherchant à retrouver son statut de grande puissance dans une vision nationaliste et expansionniste.

La Russie est engagée dans une rivalité géopolitique avec l'Occident, en particulier avec les États-Unis et l'Union européenne. Cette rivalité se manifeste au premier chef par l'invasion de l'Ukraine qui suit une décennie de déstabilisation militaire du pays qui souhaite adhérer au système économique et politique des démocraties occidentales mais aussi les interventions militaires en Syrie, les cyberattaques et la désinformation.

Confrontée à des défis économiques et sociaux internes, notamment la dépendance aux exportations d'énergie, la corruption et les inégalités sociales, la Russie de Vladimir POUTINE semble trouver comme *modus vivendi* l'affirmation de la force militaire et l'antagonisme avec l'Occident.

5. L'Inde

L'Inde s'affirme également comme une puissance incontournable de la recomposition géopolitique multipolaire, avec une économie en croissance rapide, une population importante et une capacité militaire significative dont les principaux défis sécuritaires sont la Chine et le Pakistan.

En termes de stratégie, l'Inde cherche à établir des partenariats stratégiques avec d'autres acteurs mondiaux, notamment les États-Unis, le Japon, l'Australie et certains pays européens dont la France, afin de promouvoir ses intérêts géopolitiques et économiques. Ces partenariats renforcent la position de l'Inde dans la conjoncture multipolaire et dans la zone Indopacifique.

L'Inde participe aussi à des initiatives de coopération économique régionale et mondiale, telles que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), le Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Cette coopération renforce l'intégration de l'Inde dans l'économie mondiale et contribue à sa montée en puissance.

La recomposition géopolitique multipolaire est un défi et une opportunité pour l'Inde en raison de son émergence en tant que puissance régionale et mondiale, de ses partenariats stratégiques, de ses rivalités régionales et de sa participation à des initiatives de coopération économique. L'Inde continue d'affirmer son rôle sur la scène mondiale et joue un rôle de plus en plus important dans l'économie et les organisations internationales.

II. La confrontation tous azimuts et le rôle de l'Europe puissance au bénéfice de la France dans la mondialisation numérique

Dans le contexte de la mondialisation numérique, une compétition intense et généralisée entre les acteurs mondiaux s'observe dans le domaine numérique. Cette compétition implique des entreprises, des gouvernements et des organisations qui rivalisent pour influencer et dominer les marchés numériques à l'échelle mondiale.

En tant que bloc économique majeur, l'Union européenne a le potentiel d'exercer un contrôle significatif sur le paysage numérique mondial, ce qui pourrait être bénéfique pour les intérêts français. Cela impliquerait la mise en œuvre de politiques et d'initiatives visant à réguler la circulation de l'information, à renforcer la compétitivité des entreprises françaises dans ce domaine, à encourager l'innovation numérique et à défendre les intérêts nationaux lors des négociations internationales sur les questions liées à la gestion des données et à la gouvernance de l'internet.

En somme, la France peut tirer avantage de la position de l'Europe en tant que puissance économique dans la mondialisation numérique en exploitant cette influence collective pour favoriser ses propres intérêts

Dans l'ère de la mondialisation numérique, la gestion de l'information et des images de marque est devenue un enjeu crucial pour les pays et les acteurs internationaux. Avec la

prolifération des plateformes en ligne et des réseaux sociaux, chaque action, chaque communication est scrutée et peut potentiellement avoir un impact significatif sur la perception d'un pays ou d'une organisation à l'échelle mondiale. Dans ce contexte hautement compétitif, les pays rivalisent pour exercer une influence dans le domaine numérique, cherchant à façonner et à contrôler les récits qui circulent en ligne.

Pour les pays européens, la gestion de leur image dans le paysage numérique revêt une importance stratégique.

L'Europe souhaite souvent être perçue comme un acteur influent, moderne, respectueux des droits de l'homme et engagé envers la démocratie et les valeurs européennes. Une image positive peut non seulement favoriser les relations internationales, mais aussi stimuler l'attraction des investissements étrangers, encourager le tourisme et renforcer la crédibilité des institutions européennes dans les négociations internationales.

1. L'Europe

Pour améliorer son image dans le domaine numérique, l'Europe a adopté diverses stratégies allant de campagne de communication, renforçant sa présence en ligne, afin de toucher un public large mais aussi pour instaurer différentes lois de contrôle de l'information notamment...

- Promouvoir ses valeurs et ses réalisations dans des domaines tels que l'innovation, la durabilité, l'éducation et la diversité culturelle.
 - "L'Europe c'est toi" ¹
 - "Digital Europe: Shaping the Future" ²
- Collaboration avec des influenceurs numériques et organisations internationales

L'Europe collabore avec la militante environnementale @GretaThunberg pour sensibiliser les jeunes générations aux défis du changement climatique à travers des publications sur Instagram et des vidéos sur YouTube.

L'Europe travaille en étroite collaboration avec l'UNICEF pour lancer une campagne mondiale de vaccination contre le COVID-19, en utilisant des vidéos de sensibilisation mettant en vedette des personnalités influentes telles que le chanteur John Legend et l'actrice Priyanka Chopra.

La Commission européenne travaille avec Amazon Prime pour produire une série documentaire intitulée "Europa: A Journey Through Time", explorant l'histoire et la diversité culturelle de l'Europe, présentée par l'influenceur de voyage @Jacksgap.

¹ https://belgium.representation.ec.europa.eu/actualites-et-evenements/evenements/leurope-cest-toi_fr
<https://www.lopinion.fr/international/ce-que-signifie-la-campagne-de-com-leurope-cest-toi>

² <https://ec.europa.eu/futurium/en/content/digital-europe-shaping-future-european-digital-single-market.html>

- Loi de lutte pour une utilisation responsable de l'image

L'Union européenne a adopté une législation spécifique exigeant des plateformes de médias sociaux qu'elles fournissent des rapports réguliers sur leurs efforts pour lutter contre la désinformation. Par exemple, des amendes pourraient être imposées aux entreprises qui ne parviennent pas à supprimer rapidement les contenus faux ou trompeurs signalés.

Le RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données) est une législation européenne entrée en vigueur le 25 mai 2018. Il vise à renforcer et à unifier la protection des données pour tous les individus au sein de l'Union européenne (UE) et de l'Espace économique européen (EEE). Le RGPD établit un ensemble de règles strictes concernant la collecte, le traitement et la protection des données personnelles des individus. Le RGPD énonce des principes clés qui régissent le traitement des données personnelles, notamment le principe de transparence, de limitation de la finalité, de minimisation des données, d'exactitude, de limitation du stockage, d'intégrité et de confidentialité. Le non-respect du RGPD peut entraîner des amendes importantes, allant jusqu'à 4 % du chiffre d'affaires annuel mondial d'une entreprise ou jusqu'à 20 millions d'euros, selon le montant le plus élevé.

2. La France dans le sillage de l'Europe

- Promotion dans les médias des réalisations européennes avec la participation française → devient un acteur international d'envergure avec une politique étrangère efficace

La France met en avant les réussites et les initiatives de l'Union européenne dans les médias nationaux et internationaux afin de renforcer l'image de l'Europe en tant qu'entité puissante. Elle souligne les projets européens réussis, tels que le programme Erasmus, les politiques de lutte contre le changement climatique, ou encore la coopération économique et commerciale au sein du marché unique.

La France met en avant son propre rôle de leader au sein de l'Union européenne pour renforcer son image de puissance européenne. Elle souligne ses contributions aux politiques et aux initiatives européennes, ainsi que son engagement en faveur de la construction européenne et de la promotion des valeurs européennes.

Elle est saluée par les autres pays membres

- La France occupe des places importantes dans les institutions européennes :

Elle apparaît donc sur les clichés des prises de décisions. Tels que la Commission européenne, le Parlement européen ou le Conseil de l'Union européenne. Sa participation dans les négociations dans le conflit Ukraine-Russie dans le contexte européen

- Rallier les autres pays à sa cause

La France utilise les médias pour influencer l'opinion publique dans les autres pays membres de l'UE en faveur de ses positions politiques et de ses priorités nationales. Elle cherche à

mobiliser le soutien des autres États membres et des institutions européennes pour ses initiatives politiques et diplomatiques.

- S'impliquer dans la recherche numérique

La France participe à un programme de recherche européen sur l'intelligence artificielle, en collaboration avec des instituts de recherche et des entreprises technologiques de plusieurs pays membres de l'UE. Ensemble, ils développent des applications innovantes dans des domaines tels que la santé, les transports et l'énergie.

La France contribue activement à la formulation du plan d'action pour une Europe numérique de la Commission européenne, en proposant des mesures visant à renforcer la connectivité haut débit dans les zones rurales et à promouvoir la souveraineté numérique de l'UE.

La France co-parraine une résolution aux Nations unies sur la protection de la vie privée en ligne, en collaboration avec d'autres États membres de l'UE, afin de promouvoir des normes internationales élevées en matière de protection des données personnelles sur Internet.

Les acteurs internationaux utilisent des stratégies de communication sophistiquées pour façonner leur image et influencer les opinions publiques à l'échelle mondiale. Une Europe puissance dans la mondialisation numérique offre à la France un cadre favorable pour renforcer son influence et sa capacité à défendre ses intérêts dans le domaine numérique. Lutte contre la désinformation et les fake news : Les pays et les organisations membres travaillent à contrer la propagation de la désinformation et des fake news pour protéger leurs intérêts et leur réputation. Une Europe puissance dans la mondialisation numérique offre à la France un cadre favorable pour renforcer son influence et sa capacité à défendre ses intérêts dans le domaine numérique mais aussi de rayonner comme puissance européenne dans les médias.

III. Les conflits et menaces que la France et l'Europe doivent anticiper

La France et l'Europe sont confrontées à une série de conflits et de menaces qui nécessitent une anticipation et une gestion efficaces pour assurer la sécurité et la stabilité de la région. Cela concerne au premier rang la guerre en Ukraine qui marque, depuis 2022, le retour du conflit de haute intensité sur le continent européen, mais aussi des conflits plus lointains dont les répercussions ont des conséquences politiques et économiques sur l'Europe.

1. La guerre en Ukraine et les ambitions russes

Les tensions persistantes entre la Russie et les pays d'Europe de l'Est, notamment l'Ukraine, la Géorgie et les pays baltes, représentent une source de préoccupation majeure depuis 2008 et la guerre d'Ossétie du Sud qui amorce le tournant des années 2010 en matière de défense. Les conflits gelés en Ukraine, en Moldavie et en Géorgie ainsi que les provocations militaires russes dans la région, comme les violations de l'espace aérien et les cyberattaques, soulèvent des inquiétudes quant à la sécurité régionale. A ce titre, l'Estonie est le pays européen à avoir pris en premier conscience du risque cyber depuis la cyberattaque de 2005. Elle a créé un écosystème de compétences à même de tirer vers le haut l'Europe en ce qui concerne cette menace.

De plus, les conflits armés, les crises humanitaires et les tensions politiques au Moyen-Orient ont alimenté des mouvements migratoires vers l'Europe, créant des défis en matière de réponse humanitaire, de sécurité, d'intégration sociale. Les conflits en Syrie, en Libye et au Sahel, ainsi que l'instabilité politique en Irak et en Afghanistan, continuent de représenter des menaces pour la stabilité régionale et mondiale.

La menace du terrorisme et de la radicalisation demeure élevée en Europe, alimentée par des groupes islamistes tels que l'État islamique et Al-Qaïda, ainsi que par des réseaux nationaux et locaux. Les attaques terroristes perpétrées sur le sol européen, comme celles de Paris en novembre 2015 et de Bruxelles en mars 2016, soulignent la nécessité d'une coopération renforcée en matière de sécurité et de renseignement.

En matière de politique intérieure, la polarisation croissante, et le succès croissant de rhétoriques populistes dans certains pays européens peuvent fragiliser la cohésion de l'Europe, créant des difficultés dans les processus décisionnels et affaiblissant la capacité de l'Union européenne à agir de manière unie face aux défis qui se posent à elle.

La France et l'Europe sont confrontées à une multitude de conflits et de menaces, de la guerre en Ukraine au Moyen-Orient, en passant par le terrorisme et les cybermenaces. Cependant, des tensions extrêmes sur les approvisionnements nécessaires à son économie doivent aussi être anticipés.

2. Le conflit Chine-Taiwan

Le conflit entre la Chine et Taiwan peut avoir plusieurs implications pour l'Europe, notamment en termes de sécurité, de géopolitique et d'économie. Lors de la prise de pouvoir du Parti communiste en 1949, la République de Chine, opposée à la République populaire de Chine, s'est établie sur l'île de Taïwan. Par la suite, le siège de la Chine aux Nations unies et notamment celui de membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations unies est revenu à la République populaire de Chine. Cependant, Taïwan a su se développer très rapidement grâce entre autres aux nouvelles technologies, faisant partie des « dragons asiatiques » comme le Japon, la Corée du Sud, Hong-Kong et Singapour. La République populaire de Chine, qui considère Taïwan comme l'une de ses provinces, s'est donné pour objectif de la reconquérir à moyen terme.

Un conflit entre la Chine et Taiwan pourrait avoir des répercussions sur la stabilité régionale en Asie-Pacifique. Les tensions accrues pourraient déstabiliser la région et avoir un impact sur les intérêts économiques et sécuritaires de l'Europe dans la région, en particulier compte tenu de son engagement économique croissant en Asie.

L'Europe entretient des alliances et des partenariats stratégiques avec plusieurs acteurs régionaux en Indopacifique, notamment le Japon, la Corée du Sud et l'Australie. Un conflit entre la Chine et Taiwan pourrait amener l'Europe à réévaluer ses relations avec ces partenaires et à prendre position dans le conflit, ce qui pourrait avoir des répercussions sur ses intérêts et ses engagements dans la région.

En termes de fluidité des échanges commerciaux, le détroit de Taiwan est l'une des voies maritimes les plus empruntées au monde, par lequel transite une grande partie du commerce maritime mondial. Tout conflit ou tension dans la région pourrait perturber la libre circulation des navires, ce qui aurait des conséquences économiques pour l'Europe en tant que grand acteur commercial.

La Chine est un acteur économique majeur sur la scène mondiale, et tout conflit avec Taiwan pourrait avoir des répercussions sur l'économie mondiale, y compris sur l'Europe. Des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, notamment des produits nécessaires à la production d'équipements technologiques dont les semi-conducteurs, des fluctuations des marchés financiers et des incertitudes géopolitiques pourraient affecter la stabilité économique et financière de l'Europe.

*

Ces défis géopolitiques démontrent la nécessité pour l'Europe de peser comme une puissance géopolitique internationale. La volonté affichée par la Présidente de la Commission européenne de diriger une commission qui soit « géopolitique », c'est-à-dire qui s'implique dans les défis internationaux, constitue une avancée supranationale de la prise en compte de ces enjeux à l'échelle européenne. Les Etats européens doivent maintenant définir plus avant les modalités de cette coopération approfondie, destinée à évoluer vers une Europe puissance.

Pour lire nos dernières publications et faire acte de candidature :

Contact : contact@cercleorion.com

Site Web : www.cercleorion.com

